



PRÉFET DU LOIRET

Préfecture
Direction de la citoyenneté
et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité
et du conseil juridique

AFFAIRE SUIVIE PAR MONSIEUR ALBAN BIGOT
TÉLÉPHONE 02 38 81 42 14
COURRIEL alban.bigot@loiret.gouv.fr
RÉFÉRENCE I:\BCLC\AMENAGEMENT\URBA\AMENDE
ADMINISTRATIVE\SODC\MISE EN DEMEURE\LETITRESODC

Monsieur le directeur
de la société SODC
ZAC des Groues
rue du Champ de Manœuvre
BP 31279
45000 ORLEANS

ORLÉANS, LE - 6 JUIN 2019

Lettre recommandée avec accusé de réception

Monsieur le directeur,

Suite à des fuites survenues sur son réseau de canalisations de transport de chaleur et aux dossiers de réparations associés, par courrier du 17 décembre 2018, les services de la DREAL Centre-Val de Loire vous ont demandé des éléments de réponse.

Après analyse de vos éléments de réponse, l'inspection de l'environnement a constaté que les dossiers de réparations ne sont pas conformes aux dispositions de l'arrêté du 08/08/2013 et notamment à l'article 8.

En conséquence, j'ai décidé de vous imposer un arrêté préfectoral de mise en demeure relatif à la régularisation de votre réseau de chaleur dont vous trouverez ci-joint, une copie, conformément aux articles L. 554-9.II et L. 171-8 du code de l'environnement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général


Stéphane BRUNOT



PRÉFET DU LOIRET

Préfecture
Direction de la citoyenneté
et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité
et du conseil juridique

AR R E T E

**prescrivant une mise en demeure prévue par les articles L. 554-9 II et L. 171-8
du code de l'environnement.**

**Le Préfet du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier le titre IV du chapitre V du livre V et les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 554-5, L. 554-9 ;

Vu l'article L. 554-5 du code de l'environnement qui dispose : « *en raison des risques ou inconvénients qu'elles peuvent présenter soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique, sont soumises aux dispositions de la présente section les canalisations mentionnées aux 1° à 4° et répondant à des caractéristiques et des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat :*

1° Les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures ou de produits chimiques ;

2° Les canalisations de distribution de gaz ;

3° Les canalisations assurant le transport et la distribution d'énergie thermique ;

4° Les canalisations destinées à l'utilisation du gaz dans les bâtiments.

Vu l'article L. 554-9.II du code de l'environnement qui dispose : « *lorsqu'une canalisation menace les intérêts mentionnés à l'article L. 554-5, l'autorité administrative compétente impose à l'exploitant de prendre les mesures pour faire cesser le danger dans un délai déterminé. Si, à l'expiration de ce délai, l'exploitant n'a pas satisfait à cette obligation, l'autorité administrative compétente peut faire application des dispositions*

de l'article L. 171-8. Sans préjudice des dispositions du II de cet article, si l'exploitant n'a pas obtempéré dans les délais prévus à la mise en demeure, elle peut prescrire le remplacement ou le retrait de la canalisation ou d'éléments de la canalisation qui ne présenteraient pas de garanties suffisantes en matière de sécurité. » ;

Vu l'arrêté ministériel du 08 août 2013 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée et notamment ses articles 8 et 9 ;

Vu le guide professionnel FEDENE version août 2013 – canalisations de transport de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée ;

Vu la fiche de « suivi incident » transmise par la société SODC relative à la fuite survenue à Orléans, rue St Yves, le 12 mai 201 ;

Vu les courriers et courriels de la DREAL du 22 novembre 2017, 29 janvier 2018, 12 mars 2018, 07 mai 2018 et 22 juin 2018 relatifs à la fuite précitée ;

Vu les courriers et courriels de réponse de la société SODC du 05 mars 2018, 12 avril 2018, 06 juin 2018, 30 juillet 2018, 06 août 2018 et 13 septembre 2018 ;

Vu le dossier de réparation de la fuite de la rue St Yves ;

Vu l'avis technique de la société BUREAU VERITAS suite à la réparation de la fuite de la rue St Yves ;

Vu le courrier du 17 décembre 2018 informant la société SODC du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure dans le cadre de la mise en conformité réglementaire ses réseaux de chaleur et du délai dont elle dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations formulées par la société SODC par courrier du 14 janvier 2019 et 15 février 2019 ;

Considérant que l'analyse du dossier de réparation de la fuite rue St Yves indique que la réparation nécessite une épreuve hydraulique effectué en présence d'un organisme habilité conformément à l'article 8.III de l'arrêté du 08 août 2013 susvisé ;

Considérant que cette épreuve hydraulique en présence d'un organisme habilité n'a pas été réalisé et qu'en conséquence les modalités de contrôle du tronçon remplacé définies à l'article 8 de l'arrêté du 8 août 2018 susvisé n'ont pas été respectées ;

Considérant que compte tenu des caractéristiques du tronçon de canalisation de la fuite sise rue St Yves, une attestation de conformité d'un organisme habilité est nécessaire conformément à l'article 8.III de l'arrêté du 08 août 2013 ;

Considérant que la réalisation de cette épreuve hydraulique nécessite un arrêt temporaire de l'exploitation d'une partie du réseau de chaleur ;

.../...

Considérant que la période de chauffe est commencée et se terminera aux alentours du 1^{er} mai 2019 ;

Considérant qu'à l'exception de l'épreuve hydraulique, les autres pièces du dossier technique visé à l'article 9 de l'arrêté du 08 août 2013 susvisé ont été contrôlées par l'organisme habilité BUREAU VERITAS, jugées satisfaisantes et qu'en conséquence il est acceptable de ne réaliser l'épreuve hydraulique en présence d'un organisme habilité qu'à l'issue de la période de chauffe ;

Considérant les dangers potentiels de surpression et de brûlures présentés par les canalisations de transport d'eau surchauffée ;

Considérant que l'absence d'attestation de conformité d'un organisme habilité et l'absence d'une épreuve hydraulique en présence d'un organisme habilité constituent un manquement à l'arrêté ministériel du 08 août 2013 et menace les intérêts visés à l'article L. 554-5 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en conséquence, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 554.9 II du code de l'environnement en mettant en demeure la société SODC de respecter les prescriptions de l'arrêté du 8 août 2013 susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret ;

ARRETE

Article 1^{er} : La Société Orléanaise de Distribution de Chaleur (SODC), dont le siège social est situé ZAC des Groues, rue du Champ de Manœuvre, BP 31279 sur la commune d'ORLEANS (45000), est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite à la même adresse, de procéder, **avant le 31 août 2019**, à la réalisation d'une épreuve hydraulique en présence d'un organisme habilité (prévue à l'article 8 de l'arrêté du 8 août 2013 susvisé) et de l'attestation de conformité associée (prévue au point h de l'article 9 de l'arrêté du 8 août 2013 susvisé) pour la réparation de la fuite survenue rue St Yves.

Article 2 : La société SODC transmettra, à Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre Val de Loire, les pièces justifiant de la réalisation des actions de régularisation décrites à l'article 1 et 2 du présent arrêté dans le délai indiqué à ce même article.

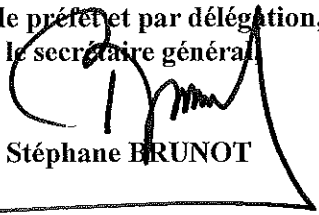
Article 3 : En cas de non-exécution de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-8 et L. 554-9 II du code de l'environnement.

.../...

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Loiret, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Le présent arrêté sera notifié à la société SODC, à la commune d'Orléans et à l'inspecteur de l'environnement. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département du Loiret.

Fait à ORLEANS, le - 6 JUIN 2019

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général


Stéphane BRUNOT